

SÉRIE DE POLICY BRIEFS DU PROJET GROW AFRIQUE DE DE L'OUEST



Effet de l'accès aux structures de prise en charge de la petite enfance sur l'autonomisation des femmes au sein du ménage en Côte d'Ivoire

RÉSUMÉ

Les services de garde d'enfants contribuent de manière significative à l'autonomisation économique et sociale des femmes en Côte d'Ivoire, en particulier dans les zones rurales et périurbaines. L'étude montre que l'accès à ces services améliore la capacité des femmes à participer aux décisions financières et familiales, grâce au gain de temps permis par la garde des enfants. La participation des femmes aux dépenses domestiques et à l'éducation des enfants favorise une meilleure collaboration avec leurs partenaires et réduit les conflits au sein du ménage. Ce Policy Brief recommande des politiques d'extension des services de garde pour renforcer l'autonomie des femmes et favoriser la cohésion familiale.

POINTS SAILLANTS

- L'accès aux structures de prise en charge de la petite enfance permet aux femmes de participer plus activement aux dépenses du ménage, renforçant leur pouvoir de négociation et leur autonomie dans les décisions familiales.
- La coopération accrue entre partenaires dans la gestion de l'éducation et de la garde des enfants renforce les liens familiaux et encourage un environnement de soutien mutuel.
- Les décideurs doivent prioriser l'élargissement de l'accès aux services de garde d'enfants pour promouvoir l'autonomisation économique et décisionnelle des femmes dans les zones défavorisées.

INTRODUCTION

Les contraintes économiques et sociales auxquelles font face les femmes en Côte d'Ivoire sont exacerbées par le manque d'accès aux services de garde d'enfants. L'absence de ces services contraint les femmes à consacrer leur temps aux tâches domestiques, limitant leur capacité à s'engager dans des activités rémunératrices et à participer aux décisions familiales. Cette note analyse comment l'accès aux structures de garde peut améliorer la capacité des femmes à contribuer économiquement et à renforcer leur pouvoir de décision dans le foyer.

MÉTHODOLOGIE

Collecte de données et échantillon

Une enquête qualitative a été réalisée par la CAPEC (Cellule d'Analyse de Politique Économique du CIRES) avec le soutien du CRDI du 3 au 12 avril 2022. Les données ont été collectées dans sept régions de la Côte d'Ivoire, couvrant des zones rurales et urbaines avec différents niveaux de disponibilité des structures de garde. En tout, 272 entretiens ont été menés : 164 entretiens individuels et 108 focus groups, impliquant des parents, des représentants de l'administration locale, et des leaders communautaires.

Approche d'analyse

L'analyse des données recueillies porte sur les impacts socioéconomiques de l'accès aux services de garde, en particulier la participation des femmes aux dépenses du ménage et l'amélioration des relations familiales. Les données ont été analysées pour évaluer la contribution des femmes aux décisions et la collaboration entre partenaires dans les foyers ayant accès aux structures de garde.

RÉSULTATS PRINCIPAUX

Augmentation de la contribution économique des femmes au ménage

L'accès aux services de garde permet aux femmes d'accroître leur participation aux dépenses familiales. Grâce au temps libéré, elles peuvent s'investir davantage dans des activités économiques, ce qui génère des revenus supplémentaires pour la famille. Les données montrent que les femmes utilisent ces revenus pour subvenir aux besoins alimentaires, vestimentaires, et éducatifs des enfants. En participant aux charges du ménage, les femmes renforcent leur position dans les décisions financières du ménage, et ce soutien financier est essentiel pour éviter les conflits domestiques liés aux dépenses.

Renforcement de la collaboration et du pouvoir de

négociation au sein du ménage

Les décisions relatives à l'inscription des enfants dans les structures de garde sont souvent prises conjointement par les deux partenaires, avec une influence marquée des femmes dans l'initiative d'inscription. Dans les foyers ayant accès aux structures de garde, les femmes ont un rôle plus actif dans la planification et la gestion des dépenses éducatives, ce qui augmente leur pouvoir de négociation. Le partage des responsabilités entre les partenaires, notamment pour l'accompagnement et la prise en charge financière des enfants, favorise la coopération et réduit les tensions familiales.

Effet positif sur les relations sociales et le développement de l'enfant

Les structures de garde ont un impact notable sur le bien-être des enfants, contribuant à leur développement cognitif et social. La progression positive des enfants dans ces structures renforce la fierté des parents, améliorant ainsi les relations familiales et le soutien mutuel. De plus, la fréquentation des structures de garde crée un environnement de socialisation pour les parents, en renforçant les liens communautaires et en facilitant l'entraide entre familles.

Réduction des barrières sociales et culturelles

Dans certaines régions, l'accès aux services de garde contribue à un changement des perceptions sociales vis-à-vis de l'éducation préscolaire, incitant les familles à valoriser cette forme d'éducation. En particulier, les barrières culturelles qui restreignent souvent les opportunités d'apprentissage précoce sont atténuées grâce à des discussions au sein des communautés et à l'impact visible de l'éducation sur les enfants et la stabilité familiale.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Élargir l'accès aux services de garde pour les ménages à faibles revenus

Subventions et soutien financier : Les politiques publiques devraient inclure des subventions pour les familles économiquement vulnérables afin de réduire les coûts des services de garde et permettre un accès plus large, particulièrement dans les zones rurales et périurbaines.

Améliorer la qualité des infrastructures et la réglementation des SGE

Normes de qualité et sécurité : Il est essentiel de mettre en place des normes de sécurité et de qualité pour les structures de garde afin de garantir un environnement d'apprentissage bénéfique pour les enfants. Cela inclut des infrastructures appropriées, du personnel qualifié, et un cadre de régulation pour assurer un service de qualité.

Promouvoir la sensibilisation à l'importance

des services de garde

Campagnes d'information communautaire : Les autorités locales devraient mener des campagnes de sensibilisation sur les avantages des services de garde, en mettant l'accent sur les bénéfices éducatifs pour les enfants et l'impact positif sur l'autonomie économique des femmes.

Renforcer l'engagement des hommes dans les décisions liées aux services de garde

Campagnes d'égalité de genre : Des programmes d'éducation et de sensibilisation sur la répartition des responsabilités domestiques pourraient favoriser un engagement plus actif des hommes dans les décisions liées aux services de garde, encourageant ainsi une dynamique familiale plus équilibrée.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Kabeer, N. (2001). Ressources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment.
- CIRES (2022). Étude d'impact des services de garde sur l'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire.
- OXFAM (2020). Reconnaître la contribution des femmes à l'économie pour combattre les inégalités.

IDENTITÉ DU PROJET

Nom du projet :

Impact des services de garde sur l'autonomisation économique des femmes au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire

Coordination :

Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), Canada

Consortium

- Cellule d'Analyse de Politique Economique (CAPEC) du CIRES

Durée : Janvier 2022 – Décembre 2024

Budget : 488 600 CAD

Pour plus d'informations

Dr Flaubert Mbiekop, Spécialiste de Programme Principal
Immeuble 2K Plaza, Route des Almadies, Dakar, Sénégal
P.O. Box 25121 CP10700 Dakar, Fann, Sénégal
Courriel : fmbiekop@crdi.ca

Série de Recherches GrOW Afrique de l'Ouest

Série de Recherches GrOW Afrique de l'Ouest La Série de recherches GrOW Afrique de l'Ouest regroupe des recherches sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elle fournit une base conceptuelle et empirique pour l'élaboration de politiques. Cette série est coordonnée par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) et publiée par le Forum pour l'Autonomisation Économique des Femmes en Afrique de l'Ouest (FAUEFAO- www.fauefao.org). www.cres-sn.org

Auteurs

Zalissa WANGA,
Gountiéni D. LANKOANDE

Financement : Le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF Afrique de l'Ouest)/GrOW Afrique de l'Ouest, Accord de subvention du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour le projet no 109627 – 001.

PARTENAIRES



FAUEFAO



IDRC · CRDI

Canada